

SOLIDARITÉ AVEC LES WET'SUWET'EN

BROCHURE D'INFORMATION

**SUR LES LUTTES ANTIPIPELINES DU
PEUPLE WET'SUWET'EN**



#AllOutForWedzinkwa

TABLE DES MATIÈRES

EXTRACTIVISME COLONIAL ET RÉSISTANCE AUTOCHTONE	3
LA LUTTE POUR L'AUTODÉTERMINATION DES WET'SUWET'EN	4
QUI VA PROFITER DE COASTAL GASLINK ?	6
MYTHES ET RÉALITÉS SUR LES LUTTES AUTOCHTONES ET ENVIRONNEMENTALES	7
LES PIPELINES, UNE LUTTE À FINIR (CARTE)	10
MYTHES ET RÉALITÉS... (SUITE)	12
LE GAZ À EFFET DE SERRE ET LES PIPELINES	14
LES PIPELINES NE SONT-ILS PAS PLUS SÉCURITAIRE QUE LES TRAINS ?	15
LE COMBAT POUR ADA'ITSX (FAIRY CREEK)	16
L'INVESTISSEMENT DES BANQUES DANS LE SECTEUR PÉTROLIER	18
MOTS CACHÉS	19

“

Cas Yikh of the Gidimt'en Clan are counting on supporters to go ALL OUT in a mobilization for the biggest battle yet to protect our sacred headwaters, Wedz'in Kwa. We have remained steadfast in our fight for self-determination, and we are still unceded, undefeated, sovereign and victorious.

<https://www.yintahaccess.com/news/calltoaction>”

Nous répondons donc à l'appel de la communauté autochtone en produisant cette brochure qui vise à fournir un contexte général permettant de préparer le terrain à une intervention policière à venir et une mobilisation large en support aux protecteur·trice·s de l'eau et de la terre.

Nous reconnaissons que l'ensemble du territoire canadien a été volé à différentes communautés autochtones. Les noms des lieux sont ceux utilisés par les communautés autochtones locales lorsque possible. Par ailleurs, à certains endroits les noms coloniaux des territoires ont été utilisés pour faciliter la compréhension des lecteur·trice·s.

EXTRACTIVISME COLONIAL ET RÉSISTANCE AUTOCHTONE

Le printemps 2020 a été le théâtre de l'une des plus importantes mobilisations autochtones depuis la résistance de Kanehsatà:ke en 1990. En effet, l'opposition de la nation Wet'suwet'en au projet Coastal GasLink, qui se construit actuellement sur leur territoire, a inspiré de nombreuses autres communautés, autochtones et allochtones, à mener des actions directes à travers le Canada, bloquant par le fait même le réseau ferroviaire national, véritable colonne vertébrale du capitalisme colonial canadien. La brutalité du déploiement d'un arsenal militaire de la part des différents corps policiers canadiens pour réprimer ces mobilisations et défendre les intérêts capitalistes coloniaux témoigne de la peur et de la fragilité de l'État colonial. La lutte pour l'autodétermination des peuples autochtones est aujourd'hui l'une des plus importantes menaces à l'exploitation capitaliste effrénée des territoires.

Si ces luttes, remettant radicalement en question le mode d'exploitation extractiviste et colonial, ont largement été effacées par les médias coloniaux dans le contexte de la crise sanitaire, elles reprennent actuellement de plus belle. En effet, au cours des derniers mois seulement, plusieurs communautés ont dû faire face à la reprise de l'extraction sur leurs territoires, l'arrivée massive de travailleurs des villes menaçant la population locale d'une éclosion de Covid dans les communautés autochtones, historiquement délaissées par les services de santé publics. Que l'on pense aux communautés Inuit mobilisées contre la minière Baffinland, à l'opposition des Algonquin·e·s du lac Barrière et les Anishinabeg de Kitigan Zibi contre la chasse sportive sur leurs territoires, à la mobilisation des pêcheurs Mi'kmaq (et la réaction raciste et colonialiste qui a suivi), les peuples autochtones sont régulièrement au premier rang des luttes pour la protection de l'environnement, afin de répondre aux impératifs du capital. La société majoritaire regarde ainsi périodiquement sans réagir l'État colonial faire violence en

son nom aux peuples autochtones, dans l'intérêt des grandes entreprises capitalistes.

En ce moment même, le peuple Wet'suwet'en fait face à une nouvelle invasion de son territoire par l'entreprise CGL et la GRC. Des militant·e·s du camp Gidimt'en appellent de nouveau à perturber l'économie canadienne afin que cesse l'invasion coloniale du Yintah. Il est nécessaire de rappeler que la présence d'entreprises extractives sur leur territoire a été identifiée comme étant un important facteur de risque en ce qui concerne les disparitions et assassinats de femmes et de filles autochtones. Les man camps où logent les travailleurs blancs venus du sud pour exploiter le territoire sont effectivement des lieux marqués par la masculinité toxique et la violence patriarcale, le racisme et la complaisance face aux violences genrées et raciales. Ainsi, la présence de ces entreprises menace-t-elle non seulement les territoires des communautés autochtones, mais également l'intégrité physique de leurs membres.

S'il ne nous appartient pas, en tant qu'allochtones de déterminer le chemin que prendra la décolonisation au soi-disant Canada, nous croyons qu'il est impératif de lutter contre l'État colonial et de se solidariser avec défenseur·ses du territoire afin de contribuer à l'abolition de l'État colonial et capitaliste, qui nous fait tous·tes violence!

WEDZIN QUOI?

Petit lexique de la lutte Wet'suwet'en

Wet'suwet'en: Les Wet'suwet'en sont un peuple autochtone vivant notamment en territoire Yintah, situé au nord de la soit-disant "Colombie-Britannique" (voir la carte dans ce journal). La langue traditionnelle parlée par les Wet'suwet'en est le Witsuwit'en. Les Wet'suwet'en sont divisés en cinq clans, soit Gilseyhu (Big Frog), Laksilyu (Small Frog), Gitdimt'en (Wolf/Bear), Laksamshu (Fireweed) et Tsayu (Beaver Clan). Les clans Wet'suwet'en sont des groupes de personnes appartenant à une Tribu ou une Maison particulière et servent à identifier les familles et les territoires.



LA LUTTE POUR L'AUTODÉTERMINATION DES WET'SUWET'EN

La lutte pour l'autodétermination du peuple Wetsu'wet'en ne date pas d'hier. En effet, depuis la fin des années 1990, les chef·fe·s héréditaires des peuples Wet'suwet'en et Gitksan mènent une bataille juridique et politique pour la reconnaissance de leurs droits territoriaux. En 1997, ces deux peuples ont obtenu du système juridique colonial la reconnaissance que leur territoire n'avait jamais été cédé, et que leur système de gouvernance héréditaire n'avait jamais été éteint. Ainsi, depuis la fin des années 1990, le système juridique colonial lui-même reconnaît la souveraineté du peuple Wet'suwet'en sur son territoire, ainsi que la validité de leur système de gouvernance qui est antérieur à la colonisation européenne.



En 2008, les Wet'suwet'en décidaient de se retirer du processus de négociation de traités avec la Colombie-Britannique, tout en affirmant leur droit inhérent à leur territoire ancestral non-cédé. En 2010, les chef·fe·s héréditaires fondaient le camp Unist'ot'en dans la perspective de protéger leur territoire, tout en instaurant des pratiques de gouvernance inspirées de leur système juridique. Cela permet à la communauté de se prononcer sur l'ensemble des projets envisagés sur leur territoire par le biais d'un consentement libre et éclairé, au contraire des processus de "consultation" bidons offerts par l'État colonial canadien. Depuis 2010, les membres de la communauté ont notamment construit un *healing center* sur le site du camp, où des soins de guérison inspirés des méthodes ancestrales étaient offerts à la communauté.

Un second camp, le camp Gidim'ten, a été érigé en décembre 2018, et contrôle l'accès au territoire du clan Gidim'ten. Les chefs héréditaires Wet'suwet'en ont pris la décision d'appuyer cette démarche lors d'un festin organisé le 16 décembre 2018. Lors de la même période, la cour canadienne accordait une injonction à l'entreprise CGL, permettant à la GRC de dégager une voie de passage pour l'entreprise, à travers le Yintah, passant par différents barrages érigés par les Wet'suwet'en, et à proximité du *healing center* établi au camp Unist'ot'en. En

janvier 2019, la Gendarmerie Royale du Canada faisait intrusion dans le territoire non-cédé des Wet'suwet'en afin de procéder à l'arrestation violente de 14 personnes défendant le droit à l'autodétermination, au consentement libre et éclairé de leur peuple. L'intrusion et les arrestations qui s'en sont suivies ont été faites de manière particulièrement violente et répressive, des documents attestent d'ailleurs que la GRC était prête à faire usage de *snipers* et de fusils d'assault à l'égard des militant·e·s autochtones [1].

En octobre 2019, les chef·fe·s héréditaires du peuple Wetsu'wet'en demandent à CGL de cesser immédiatement ses travaux sur leur territoire, parce que ceux-ci entraînaient la destruction du territoire et de l'héritage culturel des Wetsu'wet'en. En effet, l'entreprise effectuait à ce moment des travaux qui mettaient en péril la conservation de sites archéologiques contenant des traces de l'occupation millénaire des Wetsu'wet'en de ces territoires. La demande des chef·fe·s héréditaires se basait également sur le fait que l'entreprise ne respectait ni le droit traditionnel du peuple, ni le droit colonial de la province. Plutôt que d'obliger l'entreprise à respecter leurs propres lois, les tribunaux canadiens ont décidé d'accorder une injonction permanente à CGL, criminalisant par le fait même tous les protecteur·trice·s des territoires Wet'suwet'en.

Le large mouvement de mobilisation dont nous avons été témoins l'an dernier était directement issu de ce conflit. En janvier 2020, les chef·fe·s héréditaires ont transmis un avis d'éviction à l'entreprise CGL, ont évincé l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, ont érigé un nouveau barrage au KM 39, toujours sur le territoire du clan Gidim'ten, les différents camps érigés tout au long de la route menant aux territoires des Wetsu'wet'en, agissant à titre de barrage pour empêcher à la fois CGL et la GRC de pénétrer sur le territoire. Quelques jours plus tard la GRC installait son propre barrage pour empêcher l'accès aux supporters des camps et aux territoires des communautés.

Au cours de cette période, les militant·e·s subissaient du harcèlement quotidien de la part des agents de la GRC, malgré la promesse de l'État de ne pas intervenir pendant que des discussions avaient lieu entre les chef·fe·s héréditaires et la province. Entre le 31 janvier et le 10 février 2020, plus de 25 militant·e·s sont arrêtées par la GRC. En réponse à cette répression violente, des militant·e·s du peuple Wetsu'wet'en ont appelé leurs allié·e·s autochtones et allochtones à poser des actions avec comme mot d'ordre #SHUTDOWNCANADA, suite à quoi de nombreuses communautés autochtones et quelques groupes allochtones répondent en érigeant des

barricades sur des voies ferrées d'un bout à l'autre du pays. La peuple Gitksan, voisine et alliée des Wet'suwet'en avait notamment organisé un blocage de chemin de fer sur son territoire, comme l'ont fait par la suite de nombreuses communautés autochtones d'un bout à l'autre du soi-disant Canada.

L'arrivée de la pandémie l'an dernier a vite fait disparaître du radar la lutte pour l'autodétermination du peuple Wetsu'wet'en qui est toujours bien vivante. Depuis quelques semaines, les travaux de CGL ont repris de plus belle, encore une fois à proximité d'un site archéologique d'une très grande importance pour le peuple Wetsu'wet'en, menaçant de détruire des traces de l'occupation millénaire de leur territoire, et mettant par le fait même en péril la capacité du peuple à "prouver" à l'État colonial canadien la légitimité de ses revendications territoriales. Par ailleurs, les travaux actuels de l'entreprise menacent également la Wedzin Kwa, principale rivière, source de vie et de subsistance traversant le Yintah. CGL prévoit effectivement faire passer son pipeline sous cette rivière qui puise sa source beaucoup plus loin au nord, et dont l'eau était jusqu'à très récemment encore suffisamment propre pour être bue directement de la rivière. Dans les dernières semaines, Chef Dsta'hyl, le chef héréditaire du clan Likhts'amisyu ainsi qu'un allié Gitksan ont été arrêtés par la GRC, alors qu'ils exerçaient leur souveraineté sur le territoire ancestral du clan. La GRC en a également profité pour vandaliser le camp érigé par ce clan sur leur territoire.

Jusqu'à ce jour, les Wet'suwet'en continuent d'exercer de manière ininterrompue leur droit de gouverner et d'occuper leur territoire en respect de leur système de gouvernance organisé autour de chef-fes héréditaires des différents clans composant la peuple. En vertu du droit ancestral des Wet'suwet'en, les clans ont le droit et la responsabilité de contrôler l'accès à leur territoire, et la lutte actuelle des Wet'suwet'en contre CGL et l'État colonial canadien s'inscrit directement dans la mise en pratique de ce droit.

Sources :

[1] Exclusive: Canada police prepared to shoot Indigenous activists, documents show, *The Guardian*, décembre 2019, <https://www.theguardian.com/world/2019/dec/20/canada-indigenous-land-defenders-police-documents>

Pour en savoir plus :

· <https://www.culturalsurvival.org/news/unceded-land-case-wetsuweten-sovereignty>
· <https://www.yintahaccess.com/historyandtimeline>



Petit lexique de la lutte Wet'suwet'en

Wedzin Kwa: Aussi connue sous le nom colonial de "rivière Morice", la Wedzin Kwah est une rivière passant sur le Yintah. Présentement, la Wedzin Kwah est menacée par le pipeline Coastal GasLink (CGL) de TC Energy, puisque la pétrolière prévoit faire passer le pipeline en dessous de la rivière. En plus d'outrepasser la souveraineté des communautés autochtones, le projet de TC Energy met en danger la population de saumons y vivant depuis longtemps et qui occupent une grande place dans l'alimentation des Wet'suwet'en. Ce pipeline serait aussi une catastrophe sur le point de vue environnemental (voir le texte Le pipeline et les gaz à effet de serres).

Camps Gidimt'en et Unist'ot'en: Gidimt'en est un des cinq clans Wet'suwet'en. Après l'injonction envoyée par CGL en décembre 2018 au camp Unist'ot'en (affilié à la Dark House une maison du clan Gilseyhu), qui défend depuis des années la Wedzin Kwah en empêchant la GRC et les travailleurs de CGL de pénétrer sur leur territoire avec un barrage routier, le clan Gidimt'en a mis sur pied un checkpoint sur la route menant vers le camp Unist'ot'en. Ce choix stratégique du clan Gidimt'en s'inscrit dans l'optique de signifier leur appui au clan Unist'ot'en et raffermir la résistance face aux pétrolières coloniales et à la Gendarmerie royale du Canada (GRC).

QUI VA PROFITER DE COASTAL GASLINK ?

La Banque Royale du Canada est à la tête d'un groupe de 27 banques qui avancent les 6,8 milliards nécessaires à la réalisation de Coastal GasLink. Au Canada les banques qui font parti de l'entente sont ATB Financial, la Banque de Montréal, la Banque Scotia, CIBC, la Canadian Western Bank, Exportation et développement Canada, la Banque Nationale et la Toronto Dominion. Bref, tout le secteur bancaire canadien supporte les pipelines.

De plus, Coastal GasLink est développé non seulement par TransCanada, qui nous avait amené l'oléoduc Énergie Est, mais aussi à 65% par Kohlberg Kravis Roberts & Co (KKR) et AIMCo, une société d'état albertaine qui gère des fonds de pension. Aussi, les compagnies d'assurances faisant affaire avec les compagnies de pipeline Canadienne sont américaine, qu'il s'agisse de Liberty Mutual, AEGIS ou l'Energy Insurance Mutual.

Finalement, le gouvernement canadien a effectué un prêt de 500 millions de dollars à TransCanada pour la réalisation de Coastal GasLink [1]. En général, le gouvernement a investi ou soutenu les projets de pipeline dans l'ouest canadien à la hauteur de près de 23 milliards [2]. Il n'y a donc aucun espoir que les gouvernements cessent de soutenir ces projets dans lesquels ils ont déjà des milliards investis. C'est donc à la population générale de se faire entendre pour exiger que ces projets cessent pour de bon, et que les hydrocarbures restent dans le sol.

Sources :

[1] <https://www.iisd.org/system/files/2021-07/oil-gas-pipelines-green-recovery-canada.pdf>

[2] Ibid



Pour un portrait global des investissements des grandes banques canadiennes dans le secteur pétrolier, voir le tableau en page 18.

Petit lexique de la lutte Wet'suwet'en

Conseils de bande : Les conseils de bande sont un organe décisionnel découlant du colonialisme imposé aux communautés autochtones par le gouvernement canadien en 1876 dans la Loi sur les Indiens. Les élections du conseil de bande sont encadrées par le gouvernement du Canada ainsi que par la loi sur les indiens. Les personnes siégeant sur le conseil de bande de leur réserve gouvernent et ont la légitimité juridique de légiférer sur différents sujets. Il est important de se rappeler que ce modèle de gestion ne concorde en rien avec les façons dont les communautés autochtones sur l'île de la Tortue s'organisaient avant la colonisation.

Chef·fe·s héréditaires : Historiquement, à l'inverse des conseils de bande qui n'existent que depuis la colonisation, ce sont les chef·fe·s héréditaires qui sont les détenteur·trice·s de la souveraineté territoriale des différents clans et sont donc responsables de la protection de leurs territoires. Ces chef·fe·s peuvent être choisi·e·s par les aîné·e·s d'une communauté ou encore en étant descendant d'autres chef·fe·s. Les chef·fe·s héréditaires peinent à être reconnu·e·s par le gouvernement canadien qui, dans la majorité des cas, fait affaire avec les conseils de bande.

MYTHES ET RÉALITÉS SUR LES LUTTES AUTOCHTONES ET ENVIRONNEMENTALES

Les personnes s'opposant à la lutte du peuple Wet'suwet'en ramènent souvent les mêmes opinions, qui ne reflètent pas toujours la réalité. Cet article a pour but de fournir un argumentaire permettant de répondre à ces opinions.

Mythe #1: Les autochtones ont signé des traités, ielles ont donc cédé leurs terres

Beaucoup de ces traités n'ont pas été signés par les peuples eux-mêmes. Les peuples autochtones ont été mis sous tutelle pendant très longtemps, souvent par l'église catholique. Par exemple, le territoire de Kanehsatà: ke a été donné aux père sulpiciens en 1717 par le gouverneur de la Nouvelle France, avec pour mission de gérer le terrain pour le bénéfice des autochtones. Ce terrain, initialement de 165 kilomètres carrés, a été vendu parcelle par parcelle au fil des années, parfois malgré une grande résistance de la nation Kanyen'kehà: ka (Mohawk) locale. En 1956, il ne restait plus que 6 kilomètres carrés au territoire initial accordé par le gouverneur français [1]. Le peuple de Kanehsatà: ke n'a rien obtenu des multiples ventes de ces terrains et n'en a tiré aucune compensation. Les ventes n'ont servi, finalement, qu'à enrichir l'église.

Le Canada ne respecte pas certains traités qu'il a signé lui-même. Par exemple, la proclamation de Haldimand est un traité entre la couronne britannique et le peuple Kanyen'kehà: ka en compensation pour leur support durant la guerre d'indépendance américaine et leur expulsion subséquente du territoire des États-Unis. Signé par le gouverneur du Québec en 1784, le traité donne aux

Kanyen'kehà: ka un terrain de plus de 2200 kilomètres carrés autour de la rivière Kenhionhata: tie (connue sous le nom colonial de rivière Grand) [2].

Le non-respect du gouvernement canadien de ce traité a culminé avec la mobilisation de 1492 Landback Lane, un blocage d'un projet de développement immobilier dans le *Haldimand Tract*, l'espace accordé aux Kanyen'kehà: ka selon le traité de Haldimand [3].

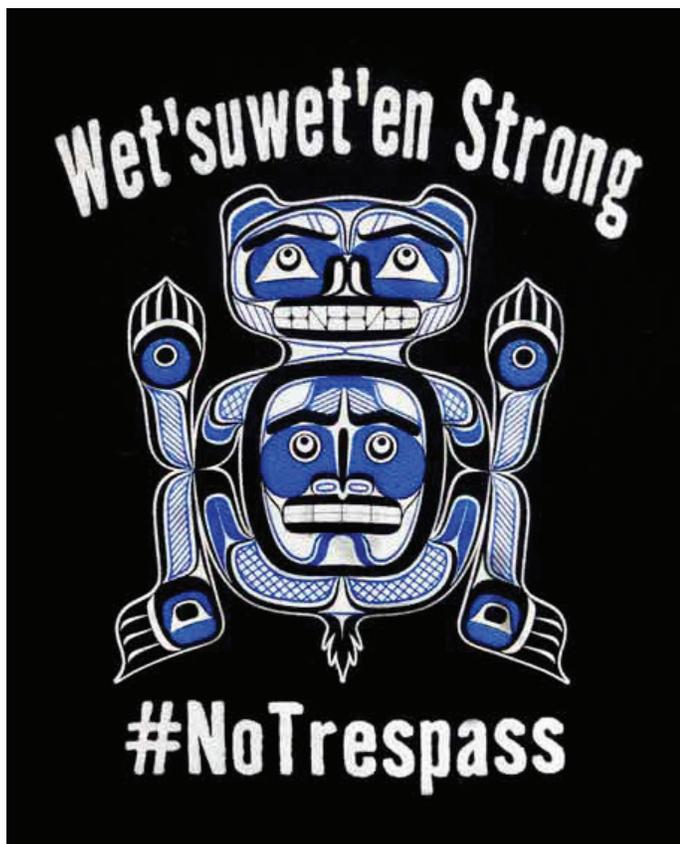
Les Wet'suwet'en n'ont signé aucun traité avec le gouvernement. Le jugement Delgamuukw de 1997 de la cour suprême du Canada a déterminé que le gouvernement colonial canadien n'avait aucun droit sur le territoire Wet'suwet'en. Le gouvernement colonial canadien argumentait que les droits ancestraux avaient été unilatéralement abolis lors de la fondation de la confédération canadienne en 1867, ce que la cour a invalidé [4]. Les enfants Wet'suwet'en ont toutefois été forcés d'aller en école résidentielle comme les enfants des autres peuples autochtones, malgré que la nation n'avait jamais signé de traité concernant la cession de leur territoire ou de leur autonomie politique [5].



Sources :

- [1] https://en.wikipedia.org/wiki/Oka_Crisis
- [2] https://en.wikipedia.org/wiki/Haldimand_Proclamation
- [3] <https://thewalrus.ca/standoff-at-1492-land-back-lane/>
- [4] <https://www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/delgamuukw-case>
- [5] <https://theyeopener.com/2020/02/wetsuweten-whats-going-on-and-how-to-support/>

Mythe #2: La majorité des chefs de conseil de bande Wet'suwet'en ont signé une entente avec CGL



Les conseils de bande sont la structure imposée par l'état colonial canadien aux autochtones. Les élections au conseil de bande sont restreintes aux personnes détenant le statut d'"indien", au sens très restrictif de l'état colonial canadien. Par exemple, les femmes mariant des allochtones perdaient leur statut d'"indien" de même que leurs enfants. Les élections au conseil de bande sont de même contrôlées par l'état colonial canadien, qui peut par exemple refuser la candidature d'une personne qui s'oppose à ses politiques [1].

La volonté d'un peuple autochtone passe plutôt par ses chef·fe·s héréditaires. Avant l'arrivée des colons, les autochtones avaient leurs propres systèmes de gouvernance, qui étaient beaucoup plus démocratiques que la monarchie héréditaire coloniale de l'époque, et même beaucoup plus que plusieurs de nos élections actuelles. Il est marquant de noter, par exemple, que les chef·fe·s de conseil de bande Wet'suwet'en approuvent le pipeline, mais que les chef·fe·s héréditaires s'y opposent [2]. Cela suggère fortement que la structure imposée de conseil de bande soit conçue pour faire passer les décisions

du gouvernement colonial canadien, et non la volonté des détenteur·trice·s des droits territoriaux.

Il n'y a pas de consentement dans un rapport de force inégal. Les discussions récentes entourant le mouvement #MoiAussi (#MeToo) a démontré qu'en situation de pouvoir, le consentement n'était pas valide. Dans une relation où les peuples autochtones ont été acculés dans des réserves minuscules dans des terres souvent stériles, la seule option qui leur reste est ou bien de quitter la réserve et perdre leur statut d'"indien" au sens de la loi, ou bien de signer des ententes défavorables afin d'éviter la famine [3]. Jusqu'en 1960, les agents du gouvernement pouvaient refuser à un "indien" de sortir de la réserve [4], même temporairement, et encore aujourd'hui les testaments faits par des personnes autochtones doivent être approuvés par le ministère [5].

Sources :

- [1] <https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/i-5/page-11.html#h-324338>
- [2] <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/wetsuweten-whos-who-guide-1.5471898> et <https://www.thestar.com/opinion/contributors/2020/02/24/the-myth-of-band-councils-as-first-nations.html>
- [3] <https://www.theglobeandmail.com/opinion/when-canada-used-hunger-to-clear-the-west/article13316877/>
- [4] <https://www.cdpj.qc.ca/storage/app/media/publications/Mythes-Realites.pdf> page 35, encadré en haut
- [5] Ibid., pages 46-47.

Petit lexique de la lutte Wet'suwet'en

Delgamuukw and Red Top Decisions: Delgamuukw and Red Top Decisions est un jugement adopté en Cour Suprême du "Canada" en 1997 reconnaissant la légitimité du système de clans des Wet'suwet'en et l'autorité des Chef·fe·s héréditaires en territoire Wet'suwet'en Yintah. Ce jugement relève d'une grande importance dans la lutte des Wet'suwet'en pour leur autodétermination puisque: 1) il donne une validité juridique aux récits oraux des peuples autochtones dans les jugements en cour; 2) il contribue à la définition de la notion de "titre autochtone", c'est-à-dire un droit foncier communautaire accordé aux communautés autochtones sur leur territoire; et 3) il reconnaît la légitimité et l'importance des Chef·fe·s héréditaires en territoire Wet'suwet'en, ce qui force en théorie le gouvernement du Canada à négocier avec ces chef·fe·s, bien qu'en pratique, l'État canadien envoie la police battre et arrêter les protecteur et protectrices du territoire qui ne se plient pas à ses demandes.



Mythe #3: Les blocages sont inutiles car il font plus mal aux travailleure·s qu'aux gouvernements

L'industrie pétrolière doit essentiellement disparaître. D'ici quelques années, il est incontournable que l'essentiel de notre énergie provienne de sources renouvelables qui ne produisent pas de gaz à effet de serre. En refusant d'agir, les gouvernements forcent les populations affectées, souvent autochtones, à réagir. Et les travailleur·euse·s qui voient leur emploi menacé blâment les autochtones plutôt que les gouvernements. Un jour ou l'autre il faudra trouver comment nourrir tou·te·s sans avoir besoin des combustibles fossiles [1].

Les recours légaux prennent des décennies à aboutir. Le jugement Delgamuukw en est un bon exemple. Le peuple Wet'suwet'en a déposé une plainte en cour en 1984, dénonçant les coupes à blanc du gouvernement de la Colombie-Britannique en territoire Wet'suwet'en. Le peuple Wet'suwet'en a dû attendre jusqu'en 1997, soit treize ans plus tard, avant que la cour suprême décide en leur faveur [2]. Treize ans, c'est long, surtout quand on voit ses forêts être constamment coupées. Et pour un pipeline, la situation est plus urgente encore: il suffit d'une fraction de seconde pour qu'un accident se produise et ait des conséquences irréversibles.

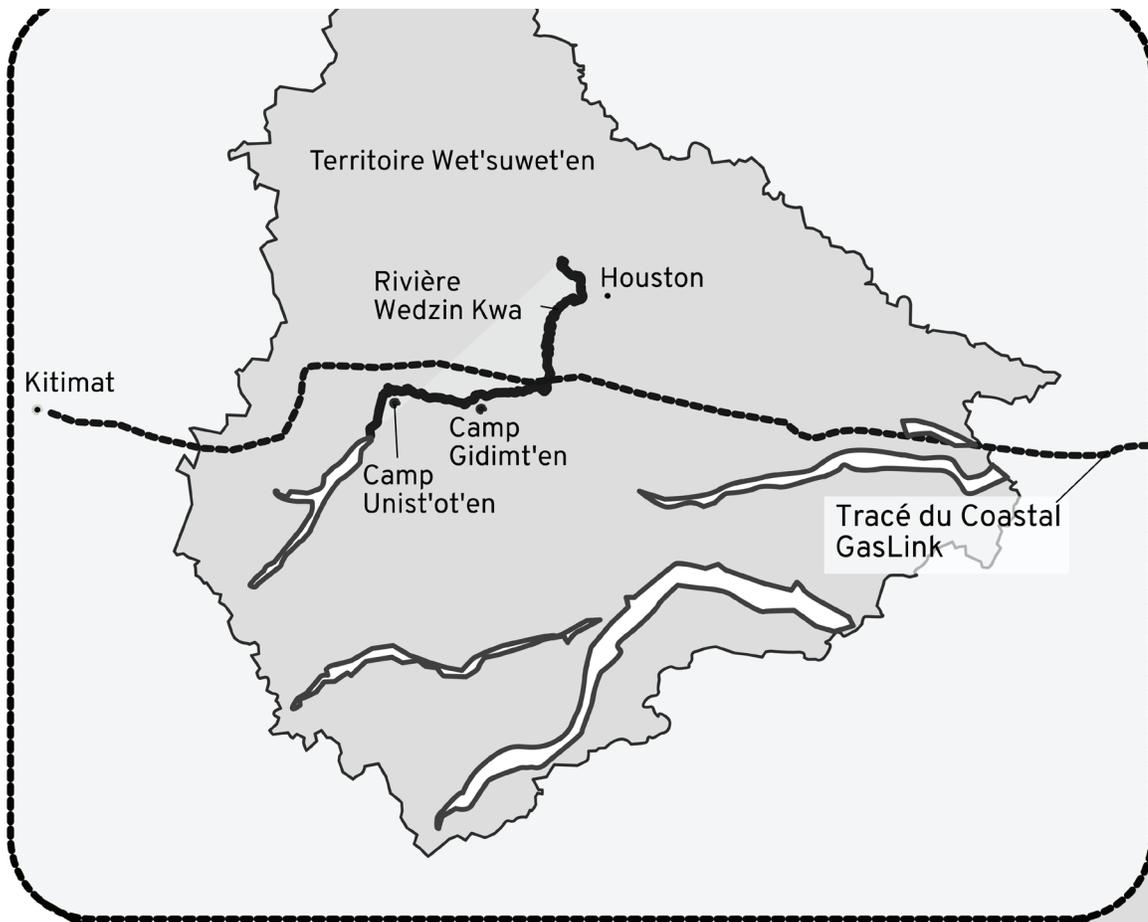
Les gouvernements ne respectent pas leurs promesses. Un bon exemple est le raid de Restigouche en 1981. Le gouvernement accordait aux Mi'kmaw un droit de pêche pour leur subsistance, mais quand la surpêche par les colons blancs s'est mis à menacer les stocks de saumon, le gouvernement a sévit... contre les autochtones [3]. Il a fallu attendre 1999, soit dix-huit ans plus tard, avant que la décision Marshall finisse par trancher que les Mi'kmaw ont le droit de faire... ce que le

gouvernement leur avait promis qu'elles auraient le droit de faire [4]. Le même constat peut être fait pour la Convention de la Baie James et du Nord québécois de 1975. Les autochtones ont accepté·e·s une perte de souveraineté en échange de plus de pouvoir sur les décisions prises sur leurs territoires: cette promesse s'est avérée vide de sens lorsque les autochtones se sont rendus comptes que les postes de décisions promis étaient symboliques et sans pouvoirs réels [5].

Il est difficile pour une minorité forcée d'habiter dans un territoire minuscule de se faire entendre sur la place publique. Personne n'aime faire ces blocages: c'est un travail difficile et drainant, qui résulte en de multiples arrestations ayant des conséquences juridiques, mentales et physiques à long terme. Il s'agit donc d'un mécanisme de dernier recours pour une minorité qui est peu écoutée dans les médias, qui peine à se faire entendre, et surtout à se faire comprendre [6].

Sources :

- [1] <https://sloanreview.mit.edu/article/fossil-fuel-jobs-will-disappear-so-now-what/>
- [2] <https://thediscourse.ca/urban-nation/twenty-years-historic-delgamuukw-land-claims-case-pipeline-divides-gitksan-nation>
- [3] https://www.nfb.ca/film/incident_at_restigouche/
- [4] <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/40-years-listuguj-salmon-raids-leads-to-fishing-agreements-1.6062729>
- [5] <https://www.erudit.org/en/journals/cgq/1997-v41-n113-cgq2685/022639ar/page160>
- [6] <https://www.un.org/en/academic-impact/we-are-indigenous-breaking-media-stereotypes-indigenous-storytelling>

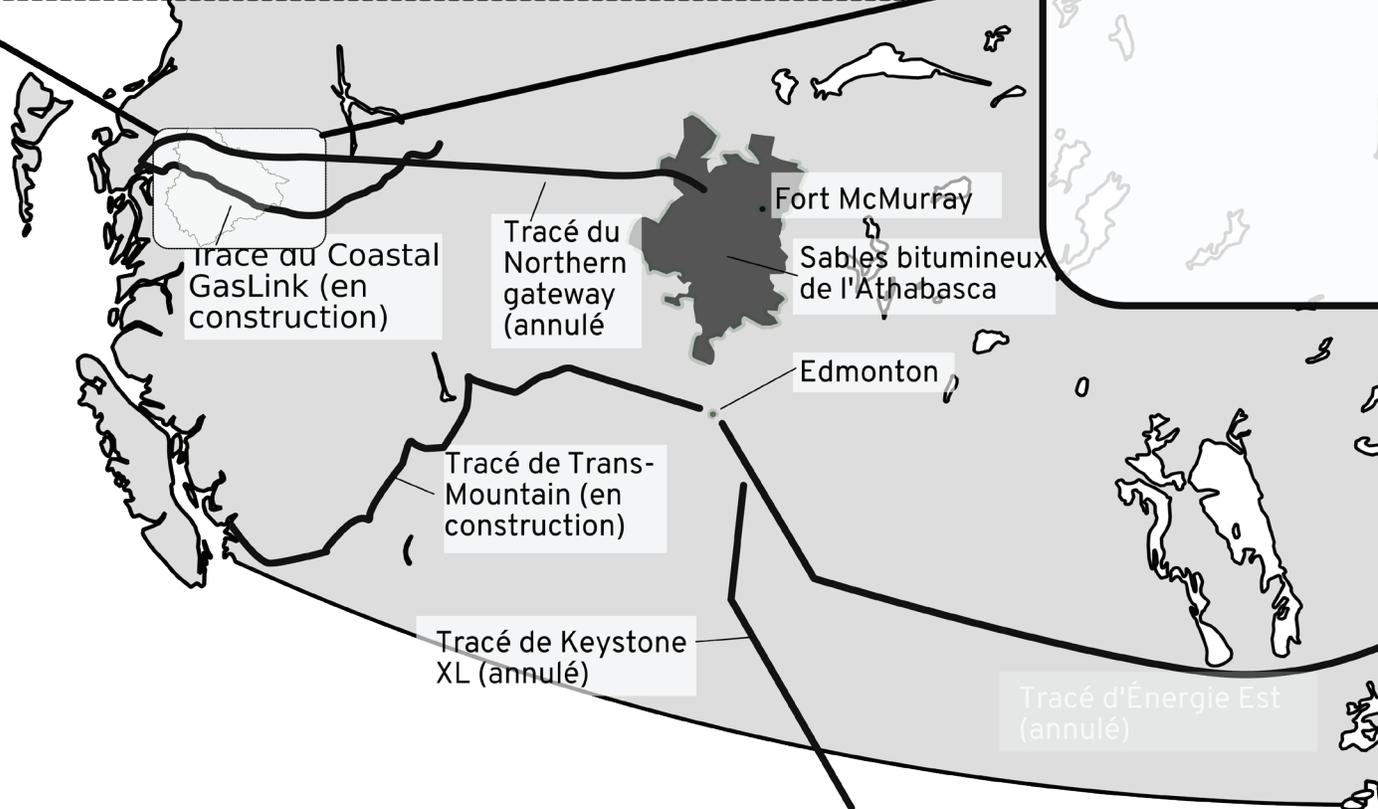


Les pipelines

Comme on peut le voir sur la carte, les pipelines vers l'ouest et l'ouest, se sont multipliés et maintenant que les projets sont bloqués, plus

Vers l'ouest

- Northern Gateway : Un projet annoncé en 2009 qui a été finalisé en 2012. Le coût d'exploitation est de 12,6 milliards de dollars par an.
- Trans-Mountain : Un projet annoncé en 2011. Le coût d'exploitation est de 12,6 milliards de dollars par an.
- Coastal GasLink : La construction est en cours.



Pipelines, une lutte à finir

En effet, comme on peut le voir sur la carte, les projets visant à transporter des hydrocarbures depuis le centre du Canada vers les ports, situés sur la côte est, se sont multipliés depuis les dernières années. En effet la seule limite à l'extraction des sables bitumineux est la capacité de transport. Plus les pipelines sont nombreux, plus la production de gaz à effet de serre est limitée.

st

Way : Un projet annoncé depuis le milieu des années 2010, a été finalement abandonné en 2016.

En : Un pipeline actif depuis 1953. En 2013, il a été décidé de se joindre un second pipeline, qui doublerait la capacité de transport. Le gouvernement fédéral a acheté le pipeline. La compagnie Kinder-Morgan pour 4,5 milliards de dollars. Le coût d'expansion du pipeline est désormais estimé à 7,4 milliard de dollars alors qu'il était estimé à 7,4 milliard de dollars. L'opération est en cours.

En : La construction a débuté en 2019. Il ne faut

Vers l'est

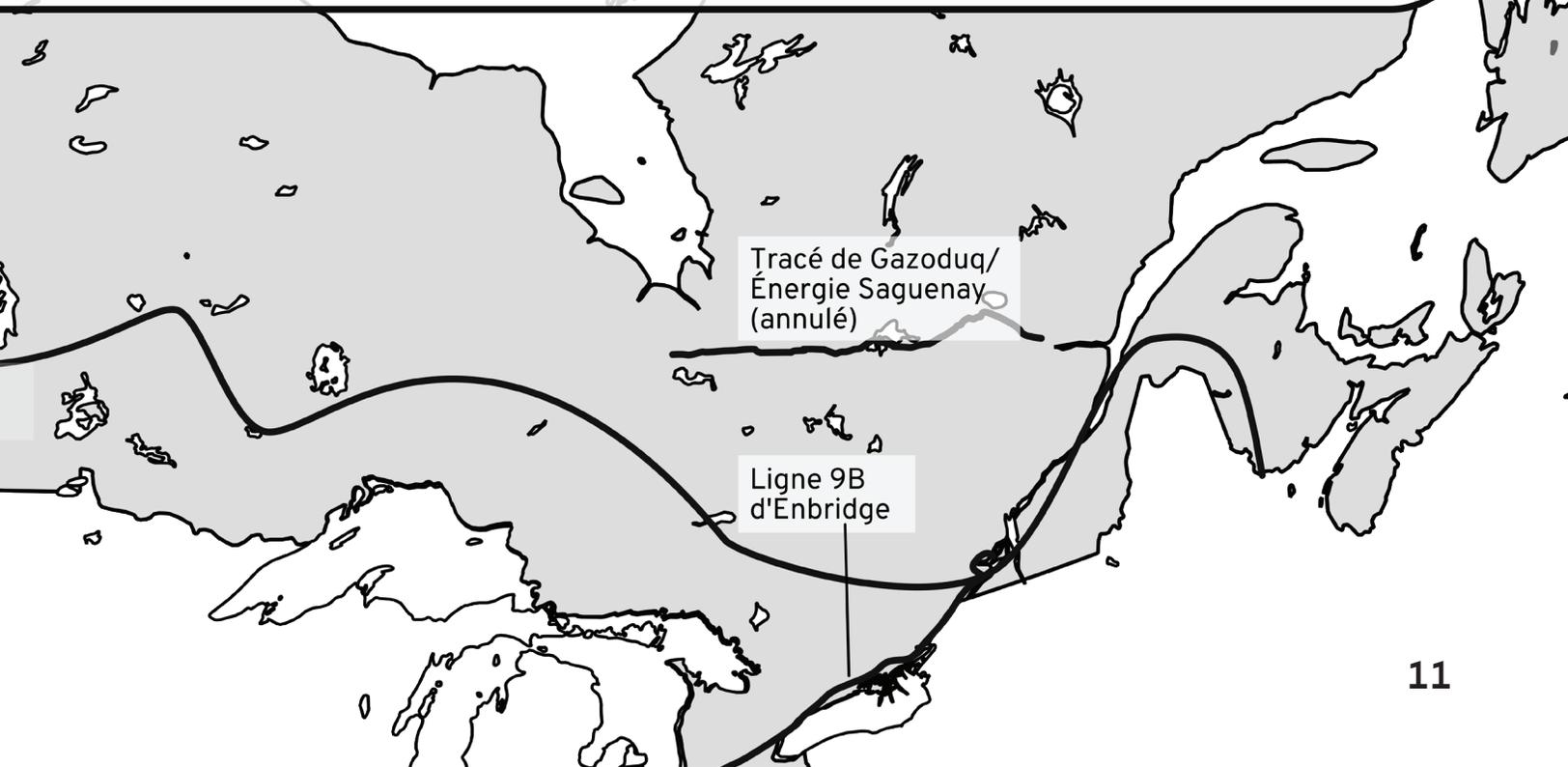
- Le renversement de la **Ligne 9B** : Pendant longtemps, le Canada importait du pétrole. La ligne 9B servait à amener du pétrole depuis le port de Montréal vers les raffineries de Toronto. Toutefois, en 2012, Enbridge a annoncé vouloir renverser la ligne 9B, de manière à exporter les sables bitumineux à partir du port de Montréal. Ce renversement a été effectué en 2019.

- **Énergie Est** : Le projet est annoncé officiellement en 2013. Le projet de 12 milliards est officiellement annulé en 2017.

- **GNL Québec (Gazoduc)** : Annoncé en 2018, il s'agit d'un projet qui vise à amener du gaz naturel depuis le nord de l'Ontario afin de l'exporter à partir du port de Saguenay. Le projet a été rejeté par le gouvernement québécois en 2021, mais il est possible qu'il revienne vu qu'il s'agit d'un projet fédéral.

Vers le sud

- **Keystone XL** : La phase 4 d'un projet d'expansion du réseau de pipeline amenant les sables bitumineux près de Houston au Texas, à Port Arthur. Le projet, débuté en 2010 a mis place un pipeline qui permet le passage de 600 000 barils de pétrole par jour. La phase 4 aurait permis le passage de 500 000 barils par jour supplémentaires, mais a été annulée en 2021.



Mythe #4: Le gaz naturel est nécessaire pour faire la transition hors du charbon

Il faut analyser le cycle de vie complet du gaz naturel. Il est vrai que brûler du gaz naturel produit moins de gaz à effet de serre que de brûler du charbon. Par contre, le gaz naturel que CGL essaie de faire passer en territoire Wet'suwet'en provient de la fracturation hydraulique (*fracking*). Cette approche consiste à injecter une grande quantité de liquide sous la terre, forçant le gaz à s'échapper. Une partie du gaz est captée et acheminée, mais une proportion non-négligeable s'échappe à partir d'autres fissures. Or, le gaz naturel a un potentiel d'effet de serre plus puissant que le CO₂. Des analyses récentes indiquent que le gaz naturel obtenu par fracturation hydraulique serait jusqu'à 20% pire que le charbon, lorsque l'on regarde son cycle de vie complet [1].

Il n'y a aucune garantie que ce gaz remplacera une centrale électrique au charbon. Si les pays occidentaux plus riches ferment graduellement leurs centrales électriques au charbon, ce n'est pas le cas ailleurs dans le monde. L'explosion des besoins en électricité afin de faire fonctionner l'économie capitaliste actuelle force les pays en développement à développer leur production d'électricité, ce qui passe malheureusement souvent par le charbon [2]. Il est donc fort probable que le gaz transporté par CGL ne remplace pas une centrale au charbon, mais qu'il s'ajoute plutôt à la production mondiale de gaz à effet de serre.

Pourquoi faire payer les autochtones pour nos erreurs environnementales ? Il est clair que les actions des puissances coloniales lors du dernier siècle vont nous mener droit vers le mur. Il est inévitable que nous aurons bientôt à faire des changements radicaux dans nos modes de vie, si nous voulons assurer notre survie. Mais ces changements doivent être fait par TOUT le monde: Il serait inacceptable de faire payer les populations moins fortunées, ou les populations autochtones, pour notre transition énergétique [3].

Sources:

- [1] <https://www.bbc.com/news/science-environment-13053040>
- [2] <https://www.carbonbrief.org/mapped-worlds-coal-power-plants>
- [3] <https://www.bbc.com/news/science-environment-56941979>



ART BY ISAAC MURDOCH

Mythe #5: Les autochtones reçoivent beaucoup d'argent du gouvernement et ne devraient pas mordre la main qui les nourrit

Avant tout les montants qui sont versés sont insignifiants par rapport à la valeur qui leur ont été volé depuis le début de la colonisation et qui ont permis l'accumulation de richesse so-disant nationales.

Les montants versés ne sont pas aussi élevés qu'on le pense. Les compensations monétaires en lien avec les différents traités sont souvent très modestes, n'ont pas été indexés avec les années, ou bien sont limités à une période de temps précise. Par exemple, le traité #8, signé en 1899 avec des populations Eeyou (Cree), Dane-zaa et Chipewyan, verse un montant compensatoire de 1\$ par année par famille [1]. Même pas assez pour prendre l'autobus!

Beaucoup de compensations ne sont pas versées du tout. Les différents palliers de gouvernement tendent à contester jusqu'au bout tout jugement de la cour qui demande de verser un montant compensatoire à un peuple autochtone. Le cas le plus récent est le refus du gouvernement de compenser les victimes des écoles résidentielles [2]. De même, l'église catholique, impliquée dans le régime des écoles résidentielles et dans la tutelle de plusieurs peuples autochtones, refuse de verser les montants compensatoires imposés par la cour et préfère aussi poursuivre les contestations judiciaires [3].

Beaucoup d'argent ne se rend pas jusqu'aux populations affectées, mais est plutôt détourné par les conseils de bande coloniaux. Le meilleur exemple est la formation du conseil de bande sur la réserve de Akwesasne en 1899 par la GRC. Lorsque la réserve s'est soulevée contre l'annexion de son territoire, la police a occupé celui-ci, a assassiné l'un·e des chef·fe·s traditionnel·le·s, et a imposé par la force son propre

conseil de bande, favorable à l'annexion [4]. Cette situation ne s'est pas améliorée de nos jours, alors que plusieurs conseils de bande coloniaux sont soupçonnés ou carrément accusés en cour de corruption [5].

Le coût de la vie dans les réserves est souvent beaucoup plus élevé que dans les villes et villages des colons. S'il y a beaucoup de propagande mensongère qui dit qu'"on en fait trop pour les indiens" [6], il faut se rappeler que tout coûte plus cher en région éloignée. Par exemple, faire venir un·e enseignant·e·s, l'héberger, et le ramener chez ellui coûte plus au Nunavut qu'à Montréal. De la même manière, 1\$ versé à Montréal n'a pas le même pouvoir d'achat que 1\$ versé à Kuujuaq. Il s'ensuit que la nourriture au Nunavut coûte trois fois plus cher que dans le reste du pays, un fait qui n'est pas considéré lors des versement des montants compensatoires [7]. Et c'est sans compter que les multiples moratoires imposés sur les moyens de survies traditionnels, comme la chasse et la pêche, font que beaucoup de communautés sont dépendantes des vivres envoyées depuis le sud.

Sources :

- [1] https://en.wikipedia.org/wiki/Numbered_Treaties
- [2] <https://www.bbc.com/news/world-us-canada-59098305>
- [3] <https://www.cbc.ca/news/canada/saskatoon/residential-school-survivors-catholic-church-millions-1.6121678>
- [4] <https://www.thestar.com/opinion/contributors/2020/02/24/the-myth-of-band-councils-as-first-nations.html>
- [5] <https://globalnews.ca/news/7867345/alberta-based-non-profit-fights-to-hold-first-nation-chiefs-and-band-councils-accountable/>
- [6] Par exemple, l'institut Fraser, de tendance d'extrême-droite économique, publie énormément de publications très critiques des montants versés aux peuples autochtones. Cet institut est très souvent cité dans les médias mainstream.
- [7] <https://www.cbc.ca/news/canada/north/nunavut-food-price-survey-2016-1.3650637>



LE GAZ À EFFET DE SERRE ET LES PIPELINES

La vague actuelle de construction se produit alors que le prix de l'essence est particulièrement élevé. Les sables bitumineux et le gaz de schiste étaient pendant longtemps considérés comme non-économiquement rentables à extraire. C'est le cercle vicieux de l'extractivisme: plus on extrait, plus les ressources deviennent rares, ce qui fait en retour monter les prix et donc plus il est rentable d'extraire, même en utilisant des techniques peu efficaces. En effet, ce n'est qu'avec le tournant des années 2000 et la raréfaction des ressources pétrolières que le gaz de schiste et les sables bitumineux sont devenus économiquement viables à exploiter. Cette rentabilité s'exprime entre autres par le ratio de la quantité d'énergie nécessaire pour extraire une unité d'énergie de ces ressources. Ainsi, l'extraction du gaz traditionnel nécessitait 1 unité d'énergie (pour alimenter les pompes) pour extraire 25 unités d'énergie dans les années 1970s [1]. Dans le cas du gaz de schiste et des sables bitumineux, les estimations de consommation d'énergie varient entre 1 unité d'énergie pour 4 ou 7 extraites. C'est donc vraiment plus polluant. Non seulement les hydrocarbures extraits vont polluer, mais polluent du fait même de leur extraction.

Il est aussi important de garder en tête que ce pétrole ne vise pas une consommation locale. En effet, la raison pour laquelle la question des pipelines est aussi importante, c'est que l'objectif de CGL est d'exporter le gaz vers l'Asie. Non seulement les risques de déversements en mer sont plus élevés, mais ce transport est aussi polluant. Bref, ce n'est pas pour rien que même le gouvernement du Québec a fait un moratoire sur le gaz de schiste: ce pétrole doit rester dans la terre!

Certains objecteront que le gouvernement canadien s'engage par rapport aux gaz à effet de serre dans le cadre des COP annuelles, et qu'il n'y a pas de problème puisqu'il respecte ses

engagements. Toutefois, la seule chose qui compense pour l'intensification de l'extraction des sables bitumineux et du gaz de schiste pour l'instant, c'est le passage de centrales au charbon à des centrales au gaz naturel hors Québec [2]. Ce faisant, le gouvernement canadien reporte le passage à des énergies renouvelables (ou une réduction de la consommation énergétique) à la semaine des quatre jeudis, soit à la fin de vie de ces nouvelles centrales, dans 30 à 40 ans.

De plus, si les pipelines permettent de grandement accélérer l'extraction du pétrole, Coastal GasLink permettra de transporter 1.7 à 5 milliards de pied cube de pétrole par jour [3]. Une fois le pipeline construit, il s'agit d'un engagement définitif à maintenir la production de combustibles tout aussi polluants à produire. En effet, le pipeline étant estimé à 4 milliards de dollars, chaque jour de la durée de vie utile du pipeline coûte plus de 350 000\$. Ainsi, une fois construit, le pipeline doit absolument être utilisé s'il veut être rentabilisé. Cette utilisation implique une augmentation massive de la production de gaz de schiste, qui fera dépasser largement les engagements du Canada en matière de gaz à effet de serre. Plus l'extraction de ces combustibles continuera, plus l'énergie nécessaire pour l'extraire sera grande, vu la nécessité d'aller plus profond et d'utiliser des techniques plus dommageables.

Sources:

[1] <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0301421513003856>

[2] <https://thenarwhal.ca/canada-replacing-coal-natural-gas-and-s-huge-problem/>

[3] <https://iaac-aeic.gc.ca/050/evaluations/proj/80020>



LES PIPELINES NE SONT-ILS PAS PLUS SÉCURITAIRE QUE LES TRAINS ?

On peut penser que les pipelines sont plus sécuritaires que les autres façons de transporter ces combustibles. Bien qu'on ne puisse pas chiffrer la valeur des vies humaines, le gouvernement du Québec réclame près de 400 millions pour la tragédie de Lac-Mégantic auprès de la compagnie ferroviaire. Évidemment, les assurances possédées par la compagnie ferroviaire responsable de ce tronçon ne couvraient que jusqu'à 25 millions de dommage et elle a donc fait faillite. Ces mêmes dynamiques où des primes d'assurances trop petites sont demandées par les gouvernements pour des projets à risque sont aussi présentes dans le pipeline de CGL. Par exemple, le pipeline 6B d'Enbridge aux États-Unis a eu une fuite en 2010 qui a coûté plus de 1.2 milliards de dollars à nettoyer [1]. Alors que les nouveaux pipelines rapportent des débits toujours plus élevés, les assurances requises pour la construction restent minimales, et c'est la population générale qui va finir avec la facture. Puisqu'aucune compagnie qui transporte des hydrocarbures ne semble à même de gérer les conséquences des déversements potentiels, ces combustibles devraient rester dans le sol.

De plus, il ne s'agit que de la pointe de l'iceberg en terme de décontamination, puisqu'il ne s'agit que des conséquences associées au transport des hydrocarbures. Le transport maritime est une grande source d'inquiétude aussi, puisque les déversements seront beaucoup plus nombreux lorsque des milliards de litres de gaz naturel seront transbordés par jour. Les opérations minières sont bien connues pour laisser derrière elles des coûts de nettoyage importants aux collectivités. Que l'on pense aux terrils contaminés au radon de Thetford Mines ou aux trous laissés derrière elles par les anciennes mines de fer de Schefferville. Les minières ont toujours laissé derrière elles des espaces dévastés qui ne seront jamais les mêmes. Non seulement en bloquant les pipelines l'extraction est au moins ralentie, mais surtout, le développement de nouveaux sites d'exploitation est aussi mise en pause.



“
*La planète ne meurt pas,
elle se fait tuer,
et les gens qui la tuent
ont des noms et des adresses.*”

-Utah Philips

Source :

[1] https://www.mlive.com/news/grand-rapids/2014/11/2010_oil_spill_cost_enbridge_1.html

LE COMBAT POUR ADA'ITSX (FAIRY CREEK)

La zone appelée Ada'itsx, mieux connue sous le nom de Fairy Creek, se trouve près de la côte sud-ouest de l'île de Vancouver, à environ deux heures de route de Victoria. Initialement composée du bassin versant du ruisseau du même nom, la zone est venue à recouvrir un ensemble de forêts vierges de la région. Le bassin versant initialement défendu se trouve en territoire Pacheedaht, mais la zone touche maintenant un ensemble de forêts plus grandes, qui touchent notamment le territoire Ditidaht [1].

Ces anciennes forêts sont vierges, et donc n'ont jamais été coupées. Elles sont formées d'arbres très vieux, dont le plus ancien aurait plus de deux mille ans et ferait trois mètres de diamètre. Ces forêts sont formées majoritairement de Cyprès de Nootka [2], un arbre pouvant atteindre 40 mètres de hauteur. Ces anciens arbres forment un écosystème étagé unique, avec des plantes et animaux différents vivants dans les différentes hauteurs de la forêt.

Ces forêts forment une partie essentielle de la culture Pacheedaht, qui compte sur les grands cèdres pour la fabrication des canots traditionnels pouvant prendre la mer [4]. Mais pourtant, la majorité du peuple Pacheedaht ne supporte pas les blocages initiés par les colons blancs. Que se passe-t-il?



Le peuple Pacheedaht

La réserve du peuple Pacheedaht, à proximité de la ville de Port Renfrew, est présentement formée d'environ 290 personnes. Comme beaucoup de peuples autochtones, les Pacheedaht ont beaucoup souffert des politiques coloniales du gouvernement canadien.

Leur source traditionnelle de nourriture, la baleine, ne leur est plus accessible [5]. Pendant des décennies, les Pacheedaht

ont vu les forêts autour de leur réserve coupées et envoyées au loin, sans qu'elles ne reçoivent de compensation. Afin de faciliter le transport des arbres géants coupés, les rives de l'île de Vancouver dans leur région ont été draguées, détruisant les refuges utilisés par les jeunes saumons pour manger. Leur situation n'est donc pas à envier!

Cependant, les Pacheedahts reprennent lentement le contrôle de leur territoire. Elles travaillent à rebâtir les berges détruites pendant les décennies d'exploitation de la forêt. Les saumons commencent à revenir et donnent espoir que la pêche sera plus abondante dans l'avenir.

Depuis un peu plus de dix ans, les Pacheedahts ont aussi obtenu gain de cause dans l'exploitation de la forêt et obtiennent maintenant des redevances de l'exploitation de leur territoire. Les Pacheedahts ont aussi construit un petit moulin à scie, offrant quelques emplois dans la réserve, et un espace pour la fabrication traditionnelle de canots de mer.

Les Pacheedahts tentent d'assurer une exploitation forestière qui leur permettra de maintenir leurs traditions, considérant qu'il faut environ 400 ans pour qu'un cèdre atteigne une taille suffisante pour faire un canot.

La protection des forêts vierges

De son côté, la communauté militante allochtone de la Colombie-Britannique hérite une longue histoire de protection des forêts vierges. De multiples actions contre les coupes à blanc dans les forêts anciennes durant les années '80s ont culminé à l'été 1993 avec la "*War of the Woods*", une action massive de blocage dans la baie de Clayoquot. La baie de Clayoquot se trouve sur la côte ouest de l'île de Vancouver, plus au nord d'Ada'itsx (Fairy Creek). Ces actions ont mené à plus de 800 arrestations, le plus grand mouvement de désobéissance civile au Canada à l'époque. Ce triste record a été battu par les blocages actuels de Ada'itsx (Fairy Creek) [6].

Le besoin de protéger les forêts vierges de manière permanente a poussé beaucoup d'ancien·ne·s militant·e·s de Clayoquot vers les actions politiques. Ces anciennes militant·e·s se sont tourné·e·s vers le lobbying afin de forcer les gouvernements à protéger les forêts de la région. Et à première vue, cette approche a fonctionné, et de nouvelles lois permettant de protéger les forêts ont été promulguées.

Le problème est que ces lois n'ont pas eu d'effet concret. Dans les années '90s, lors des luttes pour Clayoquot, 30% de l'île de Vancouver était recouverte de forêt. Aujourd'hui, la couverture n'est plus que de 20% [7]. Et la proportion de forêts possédant les arbres les plus anciens, comme ceux qu'on retrouve à Ada'itsx (Fairy Creek) est estimée entre 1% et 3% de la surface de l'île. Le gouvernement provincial actuel du NPD, supposément de gauche, est blâmé pour son horrible bilan environnemental [8].

Le blocage d'Ada'itsx (Fairy Creek)

Comme son nom l'indique, la zone appelée Fairy Creek est absolument féérique. N'étant pas très loin de Victoria, il s'agit d'un lieu prisé par les touristes de la région et d'ailleurs. Lorsque le message s'est passé que les forêts anciennes de la région allaient être abattues, la nouvelle est rapidement devenue virale sur les réseaux sociaux. L'abattage de la forêt devait être fait par le Teal Jones Group, une compagnie privée basée en Colombie-Britannique.

En conséquence, un groupe d'allochtones s'est réuni à Port Renfrew pour discuter de ce qu'il fallait faire. Après discussion, le groupe a décidé que l'urgence devait dicter leurs actions : elles allaient bloquer la route, même s'elles n'avaient pas encore discuté avec le peuple Pacheedaht.

Le blocage a donc été initialement une affaire de colons. Les choses ont cependant changé : le blocage tient maintenant depuis plus d'un an, et depuis plusieurs personnes autochtones ont rejoint les camps par la suite. La majorité du peuple Pacheedaht ne supporte toujours pas les blocages, mais certains membres de la communauté s'y sont joints. Les autochtones qui se sont joints aux blocages ont remis les pendules à l'heure et ont tenté de former des liens avec les communautés autochtones de la région afin de réparer certains des pots cassés.

Entre l'arbre et l'écorce

La région vaut certainement la peine d'être protégée, mais il faut comprendre que cette protection possède un coût pour les populations locales. Les actions du gouvernement colonial canadien ont déjà enlevé aux Pacheedaht les baleines et le saumon, faut-il aussi leur enlever la forêt?

La situation n'est donc pas idéale, mais existe-t-il des situations parfaites? La lutte pour Ada'itsx (Fairy Creek) a mis en évidence les mensonges et l'hypocrisie des gouvernements. Le gouvernement provincial soi-disant de gauche du NPD a récemment prétendu avoir protégé 353 000 hectares de forêt, mais une analyse rapide a démontré que

- 1-Une bonne partie de cet espace était déjà protégé depuis plusieurs années,
- 2-Une autre partie avait déjà été complètement abattue.

La lutte forme aussi toute une génération prête à se battre pour défendre ce en quoi elle croit, et apprend peu à peu à le faire dans le respect des populations autochtones. Des liens très forts se forment entre allochtones et autochtones, qui seront précieux lors des luttes à venir.

La lutte a aussi humilié la "toute-puissante" GRC, forçant un juge à abandonner les injonctions contre les militant·e·s [9], suite aux abus multiples de la police [10]. L'incapacité de la police à arrêter les blocages malgré un déploiement monstre démontre les limites de l'appareil policier face à une lutte massive organisée.

Pour paraphraser Madeleine Parent, militante syndicaliste québécoise : Chaque lutte enseigne à la personne militante comment se battre. Rien n'est jamais complètement perdu.

Sources :

- [1] <https://ricochet.media/en/3690/at-fairy-creek-indigenous-settler-allyships-are-complicated-but-theyre-working>
- [2] <https://ancientforestalliance.org/photos/fairy-creek-headwaters/>
- [3] https://en.wikipedia.org/wiki/Cupressus_nootkatensis
- [4] <https://thenarwhal.ca/pacheedaht-fairy-creek-bc-logging/>
- [5] <https://www.cbc.ca/news/canada/british-columbia/b-c-first-nations-yield-on-whale-hunt-1.583293>
- [6] https://en.wikipedia.org/wiki/Clayoquot_protests
- [7] <https://thenarwhal.ca/fairy-creek-blockade-bc-old-growth/>
- [8] <https://www.timescolonist.com/news/local/province-failing-to-protect-old-growth-forests-environmental-groups-say-1.24293449>
- [9] <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1827821/fairy-creek-arbres-anciens-contestation-cour-supreme-grc-decision>
- [10] <https://thenarwhal.ca/fairy-creek-blockades-august-arrests/>

ILS VENDENT VOTRE FUTUR AFIN DE CONTINUER À VIVRE DANS LE PASSÉ

Ne soyez pas dupes ! Les banques s'affichent comme vertes, mais n'hésitent pas à octroyer toujours plus de prêts pour le développement de nouveaux projets pétroliers (pétrole, gaz et pipelines).

Source : Rapport annuels des banques.

Montants en date du 31 octobre 2019

Banque	Montants prêtés (dollars canadiens)	Augmentation en un an
 Bank of Montreal	26,5 milliards	+24,1%
 Toronto Dominion	24,4 milliards	+12,8%
 Canadian Imperial Bank of Commerce	21,8 milliards	+7,6%
 Royal Bank of Canada	21,7 milliards	+8,3%
 Banque Nationale	8,2 milliards	+5,8%
 Groupe Desjardins	0,9 milliards	+11,0%

PARCE QU'IL FAUT QUE ÇA CESSE !

Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC-"Montréal")



MOTS CACHÉS

Avec le *blackout* médiatique entourant la résistance au pipeline *Coastal Gas Link* au **Yintah**, territoire Wet'suwet'en, il peut être difficile d'y voir clair en tant qu'allochtones. Nous avons donc rédigé cette brochure dans le but de donner de l'information générale sur la lutte des **Wet'suwet'en**. En tant que collectif autochtone, nous tirons nos connaissances de sites web militants, de livres et autres publications strictement rédigés par des personnes autochtones. Nous croyons qu'en tant qu'allochtones, bien qu'il soit essentiel d'écouter les communautés autochtones et les laisser à l'avant plan de la lutte, il est également important de s'éduquer entre allochtones afin d'éviter que cette tâche retombe systématiquement sur les épaules des mêmes personnes.

Vous croyez bien maîtriser le contenu de cette brochure? On vous a préparé une petite grille de mots cachés afin que vous puissiez tester vos connaissances de manière ludique!



Coastal GasLink	Delgamuukw
GRC	Gilseyhu
Gitdimt'en	Laksamshu
Laksilyu	Tsayu
Unist'ot'en	Wedzin Kwa
Wet'suwet'ten	Witsuwit'en
Yintah	

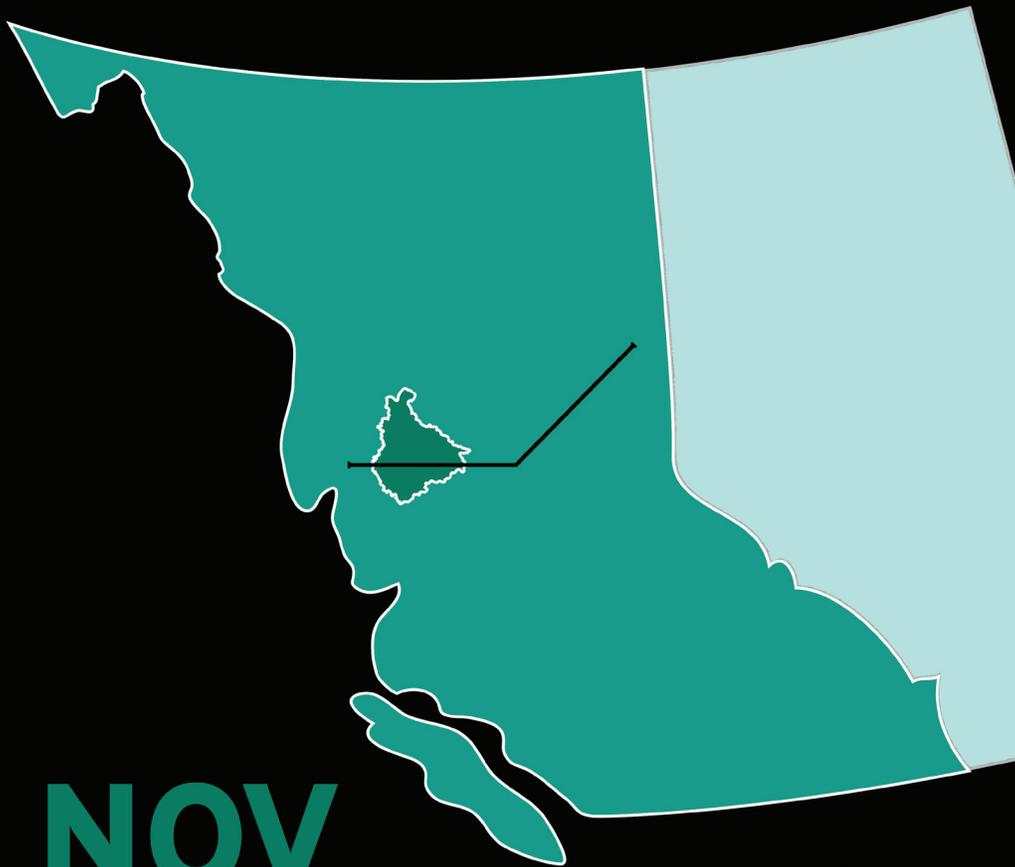
Ressources additionnelles:

-<https://unistoten.camp/>

-<https://www.yintahaccess.com/>

MANIFESTATION PROTEST

Solidarité avec les Wet'suwet'en
#AllOutForWet'suwet'en



**27 NOV
2021**

14h - 2 PM

Boul. Dorchester / Av. Greene
devant les bureaux de la GRC



Métro Atwater



www.clac-montreal.net